

Depuis maintenant plus de trois ans, les troupes de l'ONU déployées sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie oeuvrent vaillamment à minimiser les effets de la guerre sur les populations civiles et à empêcher le conflit de s'élargir aux pays limitrophes. Plusieurs soldats ont payé de leur vie le prix de ces efforts et j'aimerais ici leur rendre hommage. Nous ne pouvons pas non plus oublier le décès tragique du ministre bosniaque des Affaires étrangères, M. Irfan Ljubijankic. Nos gouvernements reconnaissent et acceptent tous les risques que comportent les opérations de maintien de la paix. Mais cela n'enlève rien à la douleur et à la peur des familles de ces défunts, et des militaires restés derrière pour accomplir la tâche que leur a confiée la communauté internationale.

Le Parlement canadien a tenu hier un débat d'urgence de quatre heures sur la situation dans l'ancienne Yougoslavie. Cela reflète la grande préoccupation du Canada envers cette question.

Les événements dramatiques des derniers jours ont cristallisé l'attention du public sur le rôle joué par la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine. Ils ont également porté à l'avant-scène la question des capacités réelles de l'ONU et de la communauté internationale à promouvoir les conditions pouvant conduire à la cessation des hostilités et au retour des belligérants à la table des négociations. Les parties au conflit sont très conscientes de l'impact médiatique de la présente crise sur nos électors respectifs et continueront par leurs actions, à alimenter la frustration et l'impatience de l'opinion publique.

Nous avons su, jusqu'à ce jour, convaincre nos commettants de l'importance de cette opération malgré les crises périodiques. Cependant, l'utilisation d'otages comme boucliers humains contre les attaques aériennes de l'OTAN, et les affrontements entre la FORPRONU et les forces serbes de Bosnie exigent cette fois une remise en question fondamentale de la crédibilité des forces onusiennes et des efforts faits par la communauté internationale pour trouver une solution négociée au conflit dans l'ancienne Yougoslavie.

La présente crise nous oblige à confronter plusieurs aspects contradictoires du mandat de la FORPRONU principalement en ce qui concerne les « zones de sécurité » et les « zones d'exclusion », ainsi que l'utilisation de la force comme support aux opérations d'aide humanitaire. La situation met également en lumière la nature discordante des actions entreprises par divers intervenants. L'absence d'un consensus fort au sein du Conseil de sécurité et du Groupe de contact, certaines initiatives diplomatiques particulières, les divergences de vues au sein du groupe des pays qui fournissent des troupes, tous ces facteurs laissent la porte ouverte à la manipulation de la part des parties au conflit. Cette façon de faire, trop souvent dictée par des considérations de politique intérieure et des intérêts nationaux étroits, ne peut pas continuer.